

# ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

G/TBT/Notif.98.74

17 février 1998

(98-0566)

## Comité des obstacles techniques au commerce

### NOTIFICATION

La notification suivante est communiquée conformément à l'article 10.6.

1.	Membre de l'Accord adressant la notification: <u>PAYS-BAS</u> Le cas échéant, pouvoirs publics locaux concernés (articles 3.2 et 7.2):
2.	Organisme responsable: Ministère du logement, de l'aménagement du territoire et de l'environnement L'organisme ou l'autorité désigné pour s'occuper des observations concernant la notification doit être indiqué s'il est différent de l'organisme susmentionné: Point national d'information
3.	Notification au titre de l'article 2.9.2 [X], 2.10.1 [ ], 5.6.2 [ ], 5.7.1 [ ], autres:
4.	Produits visés (le cas échéant, position du SH ou de la NCCD, sinon position du tarif douanier national. Les numéros de l'ICS peuvent aussi être indiqués, le cas échéant): Prescriptions techniques relatives aux produits utilisés dans la construction des bâtiments
5.	Intitulé, nombre de pages et langue(s) du texte notifié: Projet de Décret modifiant le Décret sur la construction (Trafic aérien de nuit régulier et certaines mesures <i>Dubo</i> ) - 21 pages, en anglais
6.	Teneur: Exigences concernant les parois extérieures des logements et des établissements de soins de santé à construire, l'aménagement d'un espace pour l'entreposage des déchets ménagers séparés et la suppression de prescriptions existantes concernant les lavabos et la plomberie dans les toilettes et les salles de bain, ainsi que l'aménagement d'une surface libre au sol de 1,5 x 1,5 m derrière la porte d'entrée des logements. Ces exigences ne portent pas sur des produits spécifiques mais indiquent le niveau d'isolation phonique devant être atteint par les parois extérieures (façades et toit). Par conséquent, tous les produits de construction peuvent en principe être utilisés dès lors qu'ils respectent (collectivement) les exigences énoncées en matière d'isolation phonique.
7.	Objectif et justification, y compris la nature des problèmes urgents, le cas échéant: Les exigences techniques notifiées sont énoncées pour des raisons sanitaires et pratiques. Ce texte porte donc sur une question qui, dans le cadre du droit public, est fort peu prise en compte. En général, le droit public prescrit un niveau d'isolation phonique plus élevé.

8.	Documents pertinents: Loi sur le logement: l'article 2 de cette loi constitue la base des exigences techniques énoncées dans le Décret sur la construction ou conformément à ce décret. Les articles 3, 5, 6 et 120 [sic] se rapportent aussi à cette loi; Loi sur l'aviation: articles 25G et 26B relatifs à l'incorporation de mesures d'isolation phonique dans les zones de bruit KE et Laeq aux alentours des terrains d'aviation; Décret sur la construction: chapitres II, VI et XIII
9.	Date projetée pour l'adoption: 1er juin 1998 Date projetée pour l'entrée en vigueur: 1er juillet 1998
10.	Date limite pour la présentation des observations: 14 avril 1998
11.	Entité auprès de laquelle le texte peut être obtenu: point national d'information [X] ou adresse, courrier électronique et numéro de téléfax d'un autre organisme: